



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/En-attendant-l-emploi>

En attendant l'emploi...

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1996 - N° 959 - octobre 1996 -

Date de mise en ligne : mardi 12 août 2008

Date de parution : octobre 1996

Description :

Il est aussi difficile d'obtenir une réponse précise de Ph.Seguin, même en insistant, comme J-C Pichot.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

En juillet dernier, J-C Pichot avait envoyé à Ph.Seguin une lettre dont nous reproduisons ci-dessous l'essentiel. A cette lettre était jointe une copie de la page 5 de notre n° 935, où J-C Pichot émettait l'idée que si les personnalités réputées les plus intelligentes de notre pays ne savaient pas résoudre la crise, c'est peut-être parce qu'elles posent le problème de telle façon qu'il est insoluble.

Monsieur le Président,

Je suis sensible, depuis longtemps, à vos analyses et à vos propos sur les dysfonctionnements fondamentaux de notre société....J'ai tendance à penser que, malgré la mise en oeuvre d'outils de plus en plus sophistiqués, notamment dans le domaine de la finance qui est très probablement au coeur du problème, ceux qui mènent le monde ne cessent depuis des décennies d'extrapoler, rafistoler et bricoler par l'application de mécanismes dont les fondements remontent pour l'essentiel au 19e siècle ; comment ne pas rester confondu devant ce que je préfère prendre pour une incapacité (à moins qu'il ne s'agisse d'un refus ?) à adopter une démarche logique, honnête et exhaustive utilisant les principes de causalité et de non contradiction ?

[...] Pourquoi (presque) toujours buter contre la langue de bois ou le mutisme de ceux qui devraient nous guider ? Lorsque nous nous sommes trouvés confrontés au drame du Sida, il y a d'abord eu aussi un silence, mais le monde entier s'est mobilisé relativement rapidement pour en comprendre les mécanismes, mettre au point les moyens de lutter contre ses effets et organiser une prévention que beaucoup considèrent comme nécessaire à notre avenir, et malgré une complexité plus importante que celle de ma question, un effort suivi a été fait pour nous informer régulièrement des progrès accomplis. Je suis tenté de mettre le chômage en parallèle avec ce mal mondial car, comme lui, il a dépassé il y a 15 ans environ un seuil jugé dangereux, ne cesse de se développer, est transmissible et cause les dégâts que l'on sait au niveau de la planète en fragilisant les organismes vivants que nous sommes, individuellement ou socialement parlant (on ne meurt directement ni l'un ni de l'autre, mais les effets induits peuvent avoir les pires conséquences dans les deux cas).

Face au VIH, qui a défié une communauté scientifique pourtant très performante, il a fallu du temps, de la méthode et des moyens nouveaux pour comprendre et mettre au point des solutions qui commencent à porter leurs fruits. Pour ce faire, ne se contentant pas des pratiques et des solutions scientifiques et médicales du siècle dernier, elle a dû innover, un nouvel exemple dont aurait été probablement fier notre grand Pasteur...

L'argent serait-il plus tabou que le sexe, et son territoire un sanctuaire impénétrable ? Y toucher serait-il un sacrilège ? Faut-il renoncer à s'attaquer réellement et en profondeur aux dysfonctionnements de nos systèmes économiques ? J'ai le sentiment qu'on tourne autour du problème en ne cessant de faire des incantations, et les comportements des experts me rappellent curieusement ceux d'hommes d'église refusant un certain nombre des bonnes solutions au problème du Sida...

Le Président de l'Assemblée Nationale laissa à son Directeur de Cabinet, Mme Malgorn, le soin de répondre poliment... en joignant copie d'un discours de Ph.Seguin au forum d'Épinal. Après quoi fut publié au Seuil son livre intitulé "En attendant l'emploi...". Notre ami s'est empressé de le lire... Mais il a été obligé de constater que si Ph.Seguin fait une excellente analyse des problèmes actuels, il ne propose rien de nouveau pour les résoudre. Il est donc revenu à la charge, cette fois directement auprès de la Direction du Cabinet, pour tenter d'obtenir enfin un effort de réflexion :

Madame le Directeur de Cabinet,

Je tiens à vous remercier pour votre envoi du 19 août dernier, consécutif à mon courrier du 17 juillet [...] Je me permets toutefois de revenir sur quelques points de ma lettre de juillet, restés à ce jour sans réponse. En effet, il apparaît qu'aucune autorité, qu'elle soit politique, économique ou sociale, ne sait ou n'ose proposer pour nous en sortir autre chose que l'extrapolation et/ou la sophistication de solutions dont tous les experts sont persuadés depuis des années qu'elles ne produiront au mieux que des effets limités, en partie, probablement, à cause de la défiance devenue viscérale d'une part importante de notre population. A ce titre, les propos, très riches, du Président ne m'ont apporté aucun éclairage nouveau susceptible de me rassurer.

Je me permettais, dans ma lettre, de suggérer que l'on traite le drame mondial du chômage et du sous-emploi comme on a traité celui du Sida ; même si les mécanismes ne sont pas faciles à comprendre pour tous, pourquoi ne pas faire établir par un collège international d'experts aux compétences complémentaires reconnues, un diagnostic aussi complet que possible sur la situation, accompagné des explications nécessaires et d'une analyse du pourquoi de l'impossibilité où se trouvent les hauts responsables politiques de nous en sortir ?

Naturellement, ces travaux devraient s'efforcer de prendre en compte de manière large et sincère les dimensions monétaires et financières qui s'avèrent être les pierres d'achoppement des débats (monnaies, flux financiers et toutes leurs manipulations, limites d'action des gouvernants vis-à-vis des acteurs majeurs parasites tels que mafias ou lobbies de toutes sortes). Il ne peut, me semble-t-il, y avoir une avancée sérieuse dans cette connaissance pour le plus grand nombre sans une telle démarche, et la confiance nécessaire à un redémarrage ne peut se retrouver que si les politiques font la preuve qu'ils dominent au moins intellectuellement le dossier et si les électeurs sont convaincus qu'on ne leur cache plus des choses importantes.

[...] Même si les propositions de certaines écoles socio-économiques marginales surprennent, il serait dommage de ne pas prendre en compte les idées parfois bouillonnantes d'une base responsable qui a vraiment envie de faire quelque chose. Je suis tenté de reprendre ici l'expression utilisée par Michel Serres dans son ouvrage "Les origines de la géométrie", à savoir la "percolation des idées". Il existe beaucoup de déception chez les électeurs, non pas nécessairement à cause des échecs cumulés des différentes politiques menées depuis quinze ou vingt ans (malgré tous les effets négatifs dont certains, trop nombreux, ont souffert), mais parce qu'aucune solution vraiment novatrice n'a encore été proposée. Que diraient les populations inquiétées par le Sida si nos chercheurs et nos laboratoires s'étaient contentés de mettre en oeuvre les pratiques, même extrapolées, des médecines d'il y a seulement vingt ou trente ans ?

[...] Pour exploiter cette percolation croissante, preuve qu'il n'y a encore ni renonciation, ni désespoir irréversibles, mais au contraire volonté de trouver autre chose qu'une redistribution de plus en plus hasardeuse d'une richesse auto-bloquée par des mécanismes complètement dépassés, et en profiter pour recoller certains morceaux de notre société déjà bien fragilisée, je suggère que le politique prenne l'initiative de l'organisation d'une sorte d'États Généraux dans lesquels certains des experts même marginaux [...] assureraient naturellement la liaison entre cette base bouillonnante et les instances officielles. Il serait dommage qu'une fois encore les États donnent l'impression de démissionner de certaines de leurs responsabilités en pensant que les autres trouveront bien, par eux-mêmes et sans demander trop d'argent, quelques antidotes nouveaux permettant d'attendre encore quelques années, en laissant croire qu'il n'existe que des crises conjoncturelles.

Je suis navré, Madame le Directeur de Cabinet, de vous avoir encombrée une nouvelle fois d'une longue lettre dont je doute qu'elle intéresse réellement son destinataire final [...].

Jean-Claude Pichot.

Nous avons plusieurs fois rapporté ici les efforts déployés par l'ami Paul Béné pour diffuser nos idées en toute occasion. Seul dans son coin, car aucune association, dont ce serait le travail, ne lui apporte l'aide nécessaire, il fabrique lui-même des pancartes, avec des slogans bien envoyés... Et il a du succès. Non seulement les passants et manifestants le remarquent, mais aussi les journalistes. C'est ainsi qu'on a pu le voir au journal télévisé en décembre dernier. Le journal La Vie Française a même retenu sa photo, avec sa pancarte, pour illustrer toutes les pages d'un dossier sur la retraite. Paul Béné en a profité pour essayer d'amener La Vie Française à découvrir nos propositions. Il leur a écrit :

Je vous remercie d'avoir choisi la photo de mes pancartes pour illustrer le dossier Spécial Retraite paru dans le numéro du 15 au 21 juin [...]. M'intéressant à la socio-économie, je viens d'acheter ce numéro.

A l'heure où les progrès techniques sont fulgurants, nous assistons à l'absurdité de la régression sociale.

Pourquoi ? Parce que dans presque tous les domaines (hormis chez les profiteurs financiers) on manque de moyens pour réaliser ce qui est techniquement possible. Au lieu de créer et adapter les moyens de paiement dont la société a besoin pour produire et pour consommer, on réduit ceux-ci en affirmant qu'après, ça ira mieux.

On a envie de crier : "Au fou !".

A 81 ans, j'en ai connu des gouvernements, de droite comme de gauche ! Tous ont pris, ou voulu prendre, des mesures d'assainissement financier (sauf pendant les guerres, curieusement) quasi analogues à celles d'aujourd'hui avec le succès que l'on sait.

Le peuple ne gèrera pas indéfiniment. Beaucoup de gens avertis, pensent que nous sommes à la veille d'une explosion sociale. Si elle a lieu, qu'en résultera-t-il ? Qui aujourd'hui comprend que la cause de cette crise est l'inadaptation des structures économiques, en particulier du système financier, à l'évolution de notre temps ?

C'est ce que mes pancartes, dans les manifs, tentent de vouloir exprimer, appuyées par la distribution de tracts. L'exemplaire ci-joint vous informera mieux que je ne pourrais l'écrire. Je vous joins également le numéro 958 de La Grande Relève, journal que vous n'ignorez probablement pas.

Si vous vouliez bien me faire part de votre sentiment au sujet de ce journal et de l'Economie distributive qu'il propose, j'en serais fort honoré.

Paul Béné.

Affaires à suivre...